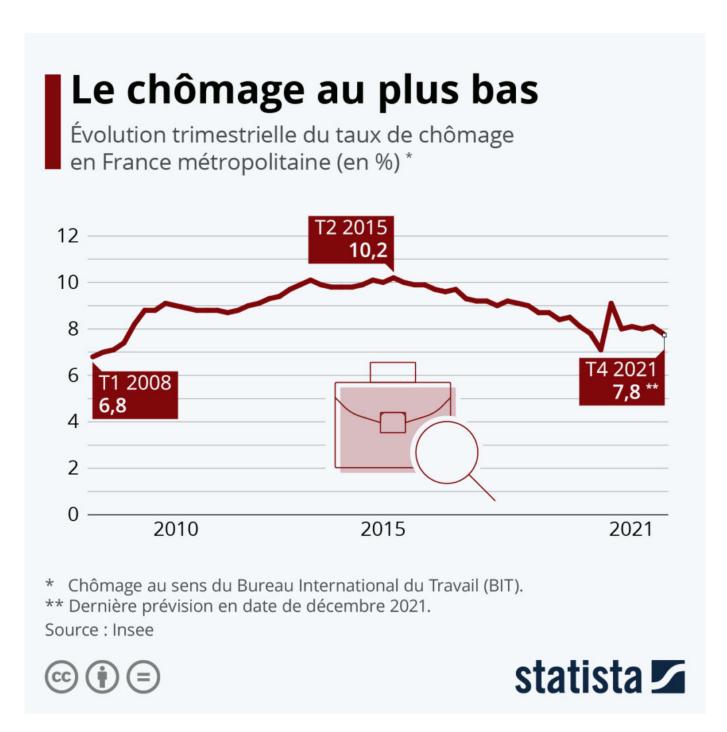


Le chômage au plus bas depuis 2008



Des chiffres <u>publiés</u> la semaine dernière par Pôle emploi confirment le fort recul du <u>chômage</u> en France.



Le nombre de personnes sans activité inscrites auprès de l'établissement a baissé de 520 000 sur l'année écoulée pour atteindre 3,3 millions, un plus bas depuis fin 2012. Cette tendance rejoint la dernière <u>note</u> de conjoncture économique de l'Insee, qui estimait le taux de chômage (au sens du BIT) à 7,8 % au dernier trimestre 2021 – contre 8,1 % le trimestre précédent.

Dans l'ensemble, cette diminution a plus qu'effacé les conséquences de la crise sanitaire en 2020. Comme le rapporte l'Insee, la hausse concomitante de l'emploi qui a été observée l'année dernière provient pour moitié des 15-24 ans, notamment du fait des contrats en alternance. Dans ses prévisions, l'Institut national de la statistique anticipe une poursuite du recul du chômage, en baisse de 0,1 point par trimestre jusqu'à fin juin 2022, pour atteindre 7,6 % de la population active. Ce taux correspond à l'un des plus bas mesurés depuis 2008, avant l'impact de la crise financière mondiale sur l'emploi.

De Tristan Gaudiaut pour Statista

La réforme de l'assurance chômage vient d'entrer en vigueur

13 décembre 2025 |



Ecrit par le 13 décembre 2025



Reportée à plusieurs reprises par le Gouvernement en raison de la crise sanitaire, la réforme de l'assurance chômage vient d'entrer en vigueur depuis le 1er juillet. Trois évolutions majeures se mettent en place : un bonus-malus pour les entreprises de sept secteurs, de nouvelles règles sur les conditions d'éligibilité à l'assurance chômage et la dégressivité de l'allocation chômage pour les plus hauts revenus.

Le bonus-malus s'applique désormais aux entreprises de sept secteurs fortement consommateurs de contrats courts :

- Fabrication de denrées alimentaires, de boissons et de produits à base de tabac ;
- Production et distribution d'eau, assainissement, gestion des déchets et dépollution;
- Autres activités spécialisées, scientifiques et techniques ;
- Hébergement et restauration ;
- Transports et entreposage;
- Fabrication de produits en caoutchouc et en plastique ainsi que d'autres produits minéraux non métalliques ;
- Travail du bois, industries du papier et imprimerie.



Ces secteurs ont été sélectionnés en mesurant, au cours de la période comprise entre le 1er janvier 2017 et le 31 décembre 2019, leur taux de séparation moyen, un indicateur qui correspond au nombre de fins de contrat de travail ou de missions d'intérim assorties d'une inscription à Pôle emploi rapporté à l'effectif de l'entreprise. Tous ces secteurs ont un taux supérieur à 150%.

21 000 entreprises concernées

Ce sont 21 000 entreprises de 11 salariés et plus qui sont dès aujourd'hui concernées par cette mesure. Elles verront ainsi leur comportement en matière d'embauche observé sur les douze prochains mois. Si, à l'issue de ces douze mois, elles ont recouru aux contrats courts davantage que la médiane des autres entreprises de leur secteur, une contribution supplémentaire au financement de l'assurance chômage, pouvant aller jusqu'à 1% de leur masse salariale, leur sera demandée. À l'inverse, si, en comparaison avec les autres entreprises de leur secteur, elles ont proposé des contrats plus durables, elles pourront bénéficier d'un allègement de leur contribution.

A noter que les entreprises les plus impactées par la crise, comme les hôtels, cafés et restaurants (HCR), qui devaient initialement être soumises au bonus-malus, en sont exclues à titre temporaire pour un an.

Accompagnement du ministère du Travail

Afin d'accompagner ces entreprises, le ministère du Travail, de l'Emploi et de l'Insertion mobilise un certain nombre d'outils :

- Un simulateur qui sera disponible sur le site du ministère à partir de mi-juillet. Il permettra aux entreprises d'évaluer leur recours aux contrats courts par rapport à celui de leur secteur ;
- Un guide sur les alternatives aux contrats courts qui sera publié et diffusé afin d'aider les entreprises à proposer des contrats de meilleure qualité ;
- Un accompagnement en ressources humaines spécifique qui sera proposé et financé par l'Etat pour les entreprises de moins de 250 salariés afin de faire évoluer, si nécessaire, leur organisation du travail et leurs pratiques d'embauches. D'une durée de 30 jours, cette prestation est dispensée par un cabinet de conseil en ressources humaines.

Avec le bonus-malus, c'est un élément essentiel de la réforme qui entre en vigueur pour inciter les entreprises à proposer des contrats plus durables et, ainsi, améliorer la qualité des emplois, en évitant la création de trappes à précarité.

Pour consulter l'arrêté relatif au bonus-malus publié au Journal Officiel le 30 juin 2021 : https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043715401

Les autres mesures

Deux autres mesures de la réforme, les conditions d'éligibilité à l'assurance chômage et la dégressivité de l'allocation pour les hauts revenus, entrent aussi en vigueur ce 1er juillet en deux temps. Les paramètres de ces mesures sont en effet soumis à une clause de retour à meilleure fortune.

Concernant l'éligibilité, la durée d'affiliation nécessaire pour ouvrir ou recharger un droit est aujourd'hui fixée à 4 mois. Elle passera à 6 mois quand les deux conditions suivantes seront remplies :

- le nombre total de déclarations préalables à l'embauche pour des contrats de plus d'un mois aura dépassé un seuil (fixé à 2 700 000) sur une période de 4 mois consécutifs ;
- le nombre de demandeurs d'emploi en catégorie A aura baissé d'au moins 130 000 au cours des 6 derniers mois.

S'agissant de la dégressivité des allocations chômage pour les salariés de moins de 57 ans ayant un revenu antérieur supérieur à 4 500€ bruts par mois, une mécanique en deux temps se met en place également. Dès le 1er juillet, une modulation à la baisse de l'allocation (-30 %) au bout du 8° mois d'indemnisation se met en place. Quand le retour à meilleure fortune sera constaté, et ce dans les mêmes conditions que celles définies pour l'éligibilité, la dégressivité s'appliquera plus tôt, au bout du 6ème mois d'indemnisation.

Règles de calcul de l'allocation chômage

Pour tenir compte de la décision du Conseil d'Etat du 22 juin dernier, les règles actuelles relatives au calcul de l'allocation chômage, prévues par la convention d'assurance chômage de 2017, sont prolongées jusqu'au 30 septembre. Parce qu'il reste indispensable de faire évoluer ce calcul pour lutter contre l'explosion des contrats courts, le ministère du Travail, de l'Emploi et de l'Insertion proposera un nouveau décret au Conseil d'Etat d'ici là pour permettre une application rapide des nouvelles règles de calcul de l'allocation chômage, telles que prévues par le décret du 30 mars 2021

Pour consulter le décret portant diverses mesures relatives au régime d'assurance chômage publié au Journal Officiel le 30 juin 2021 : https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043715229

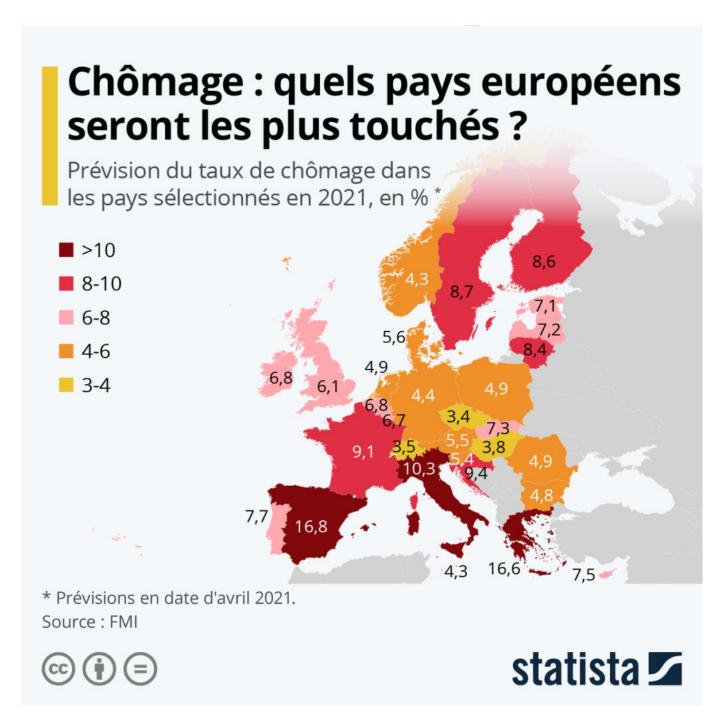
Lutter contre le recours excessif aux contrats courts

« La réforme de l'assurance chômage entre en vigueur, explique Élisabeth Borne, ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Insertion. Lutter contre le recours excessif aux contrats courts, comme elle le prévoit, est une impérieuse nécessité. Ces derniers ont explosé de 250% en 15 ans. Derrière ces chiffres, ce sont des centaines de milliers de travailleurs qui sont enfermés, malgré eux, dans des trappes à précarité avec un impact bien réel sur leurs conditions de travail et leur vie quotidienne. Le bonus-malus est un levier pour inciter les entreprises à proposer des contrats plus durables. Mais ce n'est pas le seul. Nous allons travailler à un plan d'action spécifique en lien avec les branches professionnelles les plus concernées, afin de les engager à améliorer la qualité de l'emploi offert. C'est aussi leur responsabilité et c'est une contrepartie indispensable à l'accompagnement dont elles bénéficient depuis le début de la crise. »

Chômage : les pays européens qui seront les



plus touchés en 2021



La pandémie de Covid-19 et les restrictions qui en découlent ont fortement impacté l'économie et de



nombreux pays ont connu une <u>récession historique</u> en 2020. Les mesures mises en place par plusieurs États européens, comme les dispositifs de chômage partiel, ont permis de limiter les dégâts et d'éviter pour le moment un grand nombre de faillites et de licenciements. Mais alors que le niveau d'<u>endettement des entreprises</u> atteint actuellement des sommets, les pleines conséquences de la crise risquent de se faire sentir au cours de l'année 2021 comme l'<u>estiment les experts</u>.

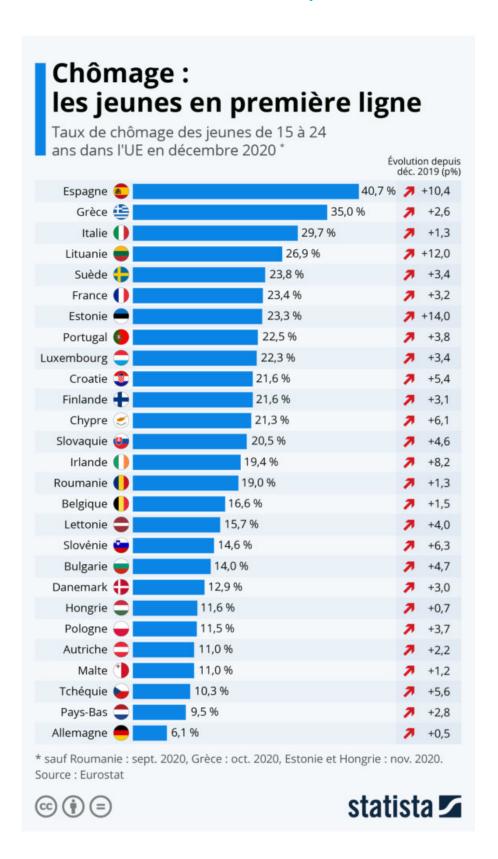
D'après les <u>dernières prévisions</u> du FMI, le taux de chômage devrait augmenter cette année en France, pour atteindre 9,1 %, contre 8,2 % en 2020. D'autres pays européens devraient subir le même sort, puisqu'une hausse moyenne de près d'un point est attendue pour l'ensemble de la zone euro (de 7,9 % à 8,7 %). Déjà affectée par le <u>chômage avant la crise</u>, c'est l'Europe du Sud qui sera la plus touchée en 2021 : plus de 16 % de chômage sont prévus en Grèce et en Espagne, et plus de 10 % en Italie. Au nord du continent, la Suède et la Finlande devraient elles aussi faire partie des plus affectés avec des taux approchant 9 %.

Sur le même sujet : retrouvez notre état des lieux du <u>chômage en Europe avant la crise</u> (T4 2019).

Tristan Gaudiaut pour Statista

Chômage : les jeunes en première ligne









Avec la crise sanitaire, le <u>chômage a fait un bond inédit en France</u> et dans de nombreux autres pays. La part des sans-emplois dans la population active française a atteint 10 % à la fin de l'année 2020, et ce sont surtout les jeunes qui sont en première ligne. En effet, selon les dernières <u>données d'Eurostat</u>, le taux de chômage des 15-24 ans (non scolarisés, qui cherchent un emploi) s'élevait à 23,4 % dans l'Hexagone en décembre dernier, soit une progression d'un peu plus de 3 points sur un an.

Comme le révèle le graphique ci-joint, cette dégradation de la situation concerne l'ensemble des pays de l'Union européenne, certains ayant davantage réussi à limiter la casse que d'autres. L'Espagne (+10,4%), l'Estonie (+14%), la Lituanie (+12%) et l'Irlande (+8,2%) ont connu les plus fortes hausses du chômage chez les jeunes au cours de l'année passée. L'Espagne enregistre également le taux le plus élevé de l'UE (40,7%). Le pays méditerranéen, dont une grande partie de la main-d'œuvre est employée dans le secteur du tourisme, a été particulièrement impacté par les restrictions de voyage liées à la pandémie. La Grèce (35,0%) et l'Italie (29,7%) font également partie des pays où le chômage est le plus répandu chez les jeunes, mais ces deux pays ont connu une hausse relativement faible en 2020 (entre 1 et 3 points).

Dans l'autre côté de l'échelle, c'est en Allemagne et aux Pays-Bas que chômage des 15-24 ans est le moins élevé, avec un taux de 6,1 % pour le premier et de 9,5 % pour le second. Cependant, le taux s'est également aggravé dans ces deux pays, respectivement de 0,5 % et 2,8 % par rapport à décembre 2019.

De Tristan Gaudiaut pour **Statista**

Renforcement des contrôles sur les demandes de chômage partiel

Compte tenu de l'importance du soutien financier apporté par les pouvoirs publics aux entreprises et aux salariés, le Gouvernement a souhaité renforcer le contrôle sur les demandes d'activité partielle. En effet, le dispositif d'activité partielle (également appelé chômage partiel) profondément réformé par le Gouvernement, a été très fortement mobilisé dans le cadre de la crise du Covid-19. Ainsi, au 5 mai 2020, ces demandes d'indemnisation concernaient plus d'un million d'entreprises.

Dans ce cadre, instruction a donc été donnée aux Direccte (Directions régionales des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi) de mener des contrôle dans leurs territoires. Le ministère du Travail leur a aussi rappelé les outils juridiques dont elles disposent pour mener à bien ces vérifications



Les Direccte devront distinguer entre les entreprises qui, de bonne foi, ont fait des erreurs lorsqu'elles ont renseigné leurs demandes d'indemnisation, et celles qui ont fraudé.

Dans le premier cas, il est demandé aux Direccte d'engager un dialogue avec l'entreprise en vue d'une régularisation 'à l'amiable', en amenant l'entreprise à reconnaître son erreur et à la corriger, conformément au principe du droit à l'erreur instauré par le Gouvernement. La situation financière de l'entreprise sera prise en compte dans les modalités de remboursement des sommes dues, et des solutions d'accompagnement pourront être proposées.

« Jusqu'à 2 ans d'emprisonnement et 30 000 € d'amendes en cas de fraudes. »

Dans les cas de fraudes, pour lesquelles l'élément intentionnel constitutif de l'infraction devra être constaté, des sanctions pénales (jusqu'à 2 ans d'emprisonnement et 30 000 € d'amendes) et administratives (remboursement des aides et exclusion du bénéfice des aides jusqu'à 5 ans) pourront être prononcées à l'encontre de l'entreprise ou du responsable.

La mise en activité partielle de salariés auxquels il est demandé parallèlement de (télé)travailler, ou des demandes de remboursement intentionnellement majorées par rapport au montant des salaires effectivement payés, figurent parmi les principales fraudes identifiées par l'administration.

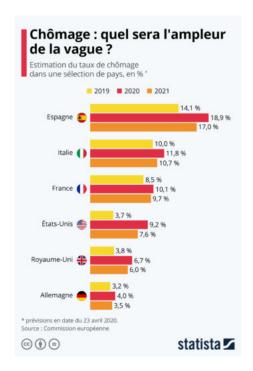
Enfin, il est demandé aux Direccte de traiter rapidement et systématiquement tout signalement transmis par les salariés, les organisations syndicales de salariés ou les CSE (Comité social et économique).

Chômage: quel sera l'ampleur de la vague?

13 décembre 2025 |



Ecrit par le 13 décembre 2025



Bien qu'il reste difficile de déterminer avec exactitude toute l'ampleur que prendra la crise économique découlant de la pandémie de coronavirus, les premiers indicateurs qui nous parviennent font état d'un choc brutal durant les mois de mars et d'avril. Le Pib (Produit intérieur brut) français a ainsi plongé de 5,8 % au premier trimestre 2020 selon les dernières estimations de l'Insee (Institut national de la statistique et des études économiques), alors que le chômage a augmenté de 7 % en mars, du jamais vu depuis le début des séries statistiques en 1996. Une hausse spectaculaire qui traduit à la fois une hausse des inscriptions à Pole Emploi, mais aussi le fait que beaucoup moins de personnes puissent trouver un travail en cette période.

Selon les dernières prévisions de la Commission européenne, le taux de chômage, qui s'élevait à 8,5 % en France l'année dernière, pourrait à nouveau passer la barre des 10 % cette année. Un retrait du chômage à 9,7 % est ensuite prévu pour l'année 2021. Mais, comme le montre l'infographie ci-contre, la vague de chômage attendue dans d'autres pays pourrait être de plus grande ampleur, en particulier en Espagne et aux Etats-Unis, des pays qui n'ont pas mis en place de dispositif de chômage partiel financé par l'Etat. Ainsi, selon ces mêmes prévisions, le taux de chômage pourrait faire un bond d'environ cinq points de pourcentage en 2020 dans ces deux pays.

De Tristan Gaudiaut pour le portail de données Statista